

Contre les élections et pour la libération des détenus

Des centaines de personnes dans la rue à Azazga



Marche citoyenne, hier, à Azazga. © Samir Leslou / Libération

Azazga, ville située à une trentaine de kilomètres à l'est de la ville de Tizi Ouzou, a vibré, hier, au rythme d'une marche des habitants qui tenaient à exprimer leur rejet de l'élection présidentielle que prépare le pouvoir au pas de charge et à réclamer la libération des détenus d'opinion et pour port du drapeau amazigh.

Plusieurs centaines de personnes, visiblement exaspérées par le maintien de la feuille de route du pouvoir au grand mépris du peuple, ont pris part à cette marche qui, vers 10h30, s'est ébranlée de l'entrée de la ville pour se diriger vers le siège de la daïra. "Ulac l'vot ulac", "Makach intikhabat ya el-ïssabate", "Y en a marre des généraux", "Daoula madania matchi aâskaria", "Système dégage", "Libérez les détenus" scandaient, entre autres, les manifestants tout au long de l'itinéraire de la marche.

Les manifestants, parmi lesquels des dizaines de femmes, scandaient également "Pouvoir assassin", "La hiwar, la chiwar, errahil obligatoire". Sur plusieurs larges banderoles déployées par les manifestants qui ont sillonné tout le centre-ville, on pouvait lire en lettres rouges sur un tissu blanc : "Le peuple est souverain. On ne va pas se taire.

On ne craint ni fer ni muselière", "Pour une Algérie libre est démocratique", "Non à la république militaire", "Halte à la répression", "Libérez les otages", "Pour une Algérie libre et démocratique". Cette marche a été initiée, nous explique-t-on, par des citoyens pour marquer symboliquement le rejet de l'élection présidentielle en cette journée où la convocation du corps électoral a été prévue par le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah.

À noter que les appels à la grève lancés sur les réseaux sociaux depuis hier n'ont pas été suivis dans la wilaya de Tizi Ouzou, où la population se souvient toujours de la mauvaise expérience de mars et avril derniers où des grèves de cinq et trois jours ont été observées mais qui n'avaient au final pénalisé que le citoyen. Selon des étudiants, un rassemblement de dénonciation devait avoir lieu, hier soir, sur la placette de l'ex-mairie du centre-ville au cas où la convocation du corps électoral serait effective.

Samir LESLOUS